

<https://ugtg.org/spip.php?article443>



Mi déba

- Expressions - Contributions -



Date de mise en ligne vendredi 20 juin 2003

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Il est toujours facile, sinon démagogique d'agiter les épouvantails des pays qui ont formé la vague d'indépendance d'après guerre, et d'en souligner leurs expériences malencontreuses. Cependant, nul n'ignore la cause réelle de ces échecs, dûs au rôle éminemment prépondérant qu'ont joué les empires coloniaux.

Dans la foulée, les penseurs et les défenseurs de la mondialisation libérale distillent au passage l'idée du caractère inéluctable de ce concept, et aussi, celle de la forte interdépendance entre les pays. Façon de battre en brèche toutes illusions ou quelconques prétentions à vouloir réclamer l'indépendance de son pays.

Selon eux : **nou pri !**

Outrageusement, et cela depuis le "laisser faire, laisser passer" d'Adam SMITH, les méthodes découlant de la doctrine libérale n'ont cessé de signifier leurs tendances sans limite, dans la sauvagerie, à appauvrir le plus grand nombre, au profit bien évidemment de l'élite minoritaire détenant tous les pouvoirs, tant économiques que politiques. L'expérience dramatique dans ce registre du continent latino-américain, à deux pas de chez nous, depuis les années 90 est fort révélateur.

Depuis l'Argentine, en passant par le Chili, la Colombie... tous ces pays ont suivi aveuglément les recommandations du FMI (Fonds Monétaire International).

Ils se sont tous lancés dans un vaste programme de privatisation (eau, électricité, transports, éducation, santé...), répondant ainsi aux exigences du marché international, avec des programmes de retour de la fameuse croissance guérisseuse des maux du monde moderne.

Résultat, 43% des 180 millions de Latino-américains vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Alors, quand en Guadeloupe la classe politique en place se chamaille les commandes d'un hypothétique pouvoir par l'assemblée unique, c'est toute la partition de décentralisation-privatisation préparée par le tandem RAFFARIN-SARKOZY qu'elle s'apprête à mettre en musique pour le "bonheur" des Guadeloupéens, des jeunes guadeloupéens.

Statut-quo, article 73, article 74, modes de scrutin, il semblerait que les Guadeloupéens ne comprennent rien à tout cela, provoquant du coup chez eux une grande inquiétude.

Kimafoutiésa ! Les Guadeloupéens savent mieux la définition du 49-3 à l'instar de certains de leurs parlementaires. Yo fè étid a Fouyol, yo !

Leurs inquiétudes ne portent certainement pas sur la compréhension de l'imbroglio juridico-politique. La crainte est ailleurs, formellement identifiée et compréhensible.

Rappelons-nous, que la démonstration une fois de plus fut faite lors du conflit des communes déclenchée le 16 janvier 2003 par L'UTC - UGTG.

Les travailleurs an balan ont pris d'assaut la rue pour exiger des maires la négociation, afin de régler le problème des emplois dits "aidés" : CES - CEC - CEJ.

Le peuple en marche de Gwadeloup a compris que cette classe politique en place est incapable de penser un véritable projet politique, est incapable d'administrer autrement que dans la bassesse du clientélisme électoral. Comme pour toutes démarches politiques, seuls comptent pour eux l'inauguration des écoles maternelles, les défilés en fanfare lors des fêtes patronales, les dépôts de gerbes aux monuments aux morts...

Le peuple de Gwadeloup sait et répète kèw pa ka ba moun fen séparé manjé.

Quand parmi eux, certains déclarent que "ce n'est pas le rôle du politique que d'expliquer", il ne faut pas s'en étonner : son rôle est de piller.

Le peuple de Gwadeloup se bien rend compte qu'il ne peut faire confiance à une classe politique qui sans cesse renie ses positions au gré des changements de gouvernements français ; qui est incapable de créer, de construire.

"Nou pé ké rivé pon koté avè sé boug an nou la sa !"

C'est en ces termes que le peuple définit ces bwa-bwa de l'assimilation, de la départementalisation, qui dans des discours édulcorés de circonstance, s'autorisent à dire "peuple de Guadeloupe", "pays de Guadeloupe", à conclure même en kréyol.

Comment oser ne pas dire justement au peuple de Gwadeloup vivant sous les mâchoires coloniales françaises avec plus de 30% de chômage que la décentralisation est un vaste projet de démantibilasyon des travailleurs.

Qu'en sacrifiant les possibles débouchés vers un autre modèle économique au profit du sempiternel modèle de l'assistanat colonial, de la mendicité, de la grande distribution, c'est s'enfoncer plus encore dans le fond du chodyè de la décadence.

Qu'en plus du DOCUP, de la Défisicalisation, de la Loi Programme Outre-Mer, où les menm bèf douvan ka bwè bon dlo, la décentralisation est la garantie structurelle pou yo kontinyé fè zafè a yo.

Que la notion de services publics est en passe de devenir services aux consommateurs. Aux consommateurs de la culture de l'école, aux consommateurs de la santé, aux consommateurs de la culture - A quand le service pour les consommateurs de l'air que nous respirons ?

Que derrière les grands mots comme développement, justice, liberté, coopération, se cache le véritable dessein de la classe dominante, du grand capital, pour lequel nos valets locaux frétilent de la queue.

Que par la continuité territoriale, l'on entend nettoyer par substitution la Guadeloupe des Guadeloupéens.

Mais qui sait ? Après le "débat statutaire" on pourra toujours en reparler...